



## Politique agro-alimentaire et reproduction familiale en période de crise : le cas du haricot au Parana

Shiki S.

in

Abaab A. (ed.), Campagne P. (ed.), Elloumi M. (ed.), Fragata A. (ed.), Zagdouni L. (ed.). *Agricultures familiales et politiques agricoles en Méditerranée : enjeux et perspectives*

Montpellier : CIHEAM

Options Méditerranéennes : Série B. Etudes et Recherches; n. 12

1997

pages 125-140

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=CI971298>

To cite this article / Pour citer cet article

Shiki S. **Politique agro-alimentaire et reproduction familiale en période de crise : le cas du haricot au Parana.** In : Abaab A. (ed.), Campagne P. (ed.), Elloumi M. (ed.), Fragata A. (ed.), Zagdouni L. (ed.). *Agricultures familiales et politiques agricoles en Méditerranée : enjeux et perspectives.* Montpellier : CIHEAM, 1997. p. 125-140 (Options Méditerranéennes : Série B. Etudes et Recherches; n. 12)



<http://www.ciheam.org/>  
<http://om.ciheam.org/>



# Politique agro-alimentaire et reproduction familiale en période de crise: le cas du haricot au Panama

Shigeo Shiki

University College, Londres (Grande-Bretagne)

**Résumé.** Dans les années 80, afin de résorber la dette extérieure et de lutter contre l'inflation, l'Etat du Brésil a décidé de mener une politique des exportations plus offensive en créant des surplus commerciaux. A cet effet, et en ce qui concerne l'agro-alimentaire, l'Etat a mis en place une politique des prix à la production et à la consommation. Ces mesures ont entraîné des changements dans les structures de production mais aussi dans la structure nationale du marché. Pour illustrer l'impact de cette politique, l'auteur traite du cas du haricot, un des aliments de base de la consommation alimentaire de la population brésilienne.

**Mots clés.** Exploitation agricole familiale - Structure de production - Système de culture - Erosion - Marché intérieur - Exportation - Politique agricole - Dette extérieure - Inflation - Haricot - Secteur privé - Secteur public - Brésil

**Title.** *Agrofood policy and family reproduction during a crisis period: the case of beans in Parana*

**Abstract.** *The Brazilian government decided to pursue a more offensive export policy in the 1980s by creating trade surpluses in order to reduce the external debt and to fight inflation. For this, in the agrofood sector, the state set up a producer and consumer price policy. The measures led to changes in production structures and also in national market structure. The author discusses the case of beans, one of the staple foodstuffs in Brazil, to illustrate the impact of this policy.*

**Keywords.** *Family farm - Production structure - Cropping system - Erosion - Domestic market - Exports - Agricultural policy - External debt - Inflation - Beans - Private sector - Public sector - Brazil*

## I – Introduction

Cette communication traite des transformations de la production familiale du haricot suite à la crise macro-économique des années 1980 au Brésil.

Deux points essentiels sont abordés :

- la priorité de créer des surplus commerciaux pour faire face au double volet de la crise, c'est-à-dire à la dette extérieure et à l'inflation. Cet objectif a conduit à des changements dans la politique agro-alimentaire, notamment par l'épuisement du modèle de «modernisation conservatrice» dont l'outil principal a été le crédit rural subventionné. Elle a été remplacée par la mise en place d'une politique des prix à la production et à la consommation. De par son champ d'intervention, elle a dû faire face aux intérêts souvent contradictoires des agents sociaux concernés par son application. L'Etat a donc joué un rôle plus actif sur le marché de l'approvisionnement agro-alimentaire : le cas du haricot en est un bon exemple ;
- les changements dans la structure de la production et du marché du haricot, en étudiant plus particulièrement le cas de la zone d'Irati, grande productrice du haricot dans l'état du Parana. Nous voulons montrer que le retard technologique dans la production du haricot l'a desservi dans l'accès aux terres de bonne qualité. Ces dernières ont été l'objet d'une concurrence acharnée entre la culture en question et les cultures «industrialisées» telles que le soja et le blé. En effet, avec l'avancée des technologies industrielles dans la production agricole, les normes techniques ont été imposées par le capital industriel. Dans ce contexte, le haricot est devenu une culture de terres marginales pratiquée par des producteurs déjà marginalisés par la politique de «modernisation conservatrice».

En ce qui concerne sa consommation, le haricot est depuis toujours un aliment de base de la population brésilienne mais il est de plus en plus remplacé par le riz et le blé. Pendant la crise, le chômage et les bas salaires ont entraîné une diminution du pouvoir d'achat et par conséquent de la consommation alimentaire. C'est l'aspect pervers du modèle d'ajustement à la crise économique discuté dans la communication présentée au séminaire du RAFAC, à Belgrade (Shiki et Del Grossi, 1989).

En 1978 et 1979, la crise de l'approvisionnement en haricot et maïs a obligé l'Etat de les inclure dans un programme de redressement de la production, le «Programme de priorité à l'agriculture» (Homem de Melo, 1983). Ce programme reposait sur plusieurs mesures : la majoration du prix garanti au producteur et des aides financières pour la production et la commercialisation, en principe favorables aux petits exploitants familiaux. Le cas du Parana montre que ces mesures d'encouragement n'ont pas été effectives pour les couches les plus pauvres des petits exploitants, en fait marginalisés par le programme. La production et le rendement n'ont pas augmenté mais sont restés plutôt stagnants (Tableau 1). En dépit de ces résultats médiocres, la structure de production et de distribution du haricot a changé profondément.

**Tableau 1. Evolution de la production du haricot par région, de 1973 à 1988 (moyenne triennale en milliers de tonnes)**

Périodes de 3 ans	Brésil	Nord	Nord-est	Sud-est	Sud	Centre-ouest
1973-75	2 248,5	25,2	736,2	509,4	839,3	138,5
1976-78	2 108,1	33,0	600,9	510,7	803,4	160,1
1979-81	2 164,3	34,2	544,8	660,0	813,1	112,2
1982-84	2 367,8	60,2	603,1	680,0	886,4	138,0
1985-87	2 257,6	77,6	702,7	629,3	710,4	137,6
1988-89 (1)	2 613,5	98,3	914,0	724,5	724,5	131,5

Source: IPEA/IPLAN (1989)

1 : Période de 2 ans

La structure du marché du haricot est caractérisée par :

- l'émergence de zones spécialisées de production et de commercialisation ;
- l'unification du marché national due à l'action des supermarchés ;
- l'intégration, favorisée par l'Etat, des coopératives dans le marché du haricot.

Dans la structure de production examinée plus en détail dans la section VII, les changements sont marqués par l'émergence d'exploitants familiaux capitalistes. Elle est le résultat du développement de l'emploi de salariés saisonniers pour les périodes à forte demande en force de travail. Les nouvelles techniques de production n'ont apporté aucune amélioration de rendement mais l'utilisation de matériel à traction mécanique a permis d'élargir la surface cultivée en haricot. C'était le seul moyen pour les exploitants de pouvoir augmenter leurs revenus.

## II – La politique de création d'un surplus commercial

Dans les années 1980, afin de résorber la crise, la politique macro-économique s'attachait à créer un surplus commercial de produits agro-alimentaires. Cela a induit la transformation de ce système. Le surplus commercial constitué a permis de rembourser les intérêts de la dette extérieure ; de 1983 à 1985, il en couvrait environ 75 % (Tableau 2).

Les exportations agricoles se sont stabilisées à 10 milliards de dollars US dans les années 1980 ; elles étaient cependant deux fois supérieures à celles de la décennie précédente. Cette augmentation répondait à la demande de consommation "fordiste" des pays développés, surtout de l'Europe. Cela ne concerne plus seulement l'exportation de produits tropicaux traditionnels tels que le café, le cacao et le coton mais celui de nouveaux produits dont le soja est l'exemple typique. Les produits agricoles sont devenus les matières premières de l'agro-industrie exportatrice. Même les produits traditionnels sont

exportés sous forme manufacturée. C'est le cas du sucre raffiné, du café instantané, du vêtement, etc.. En outre, les dévaluations systématiques du taux de change et les grandes dévaluations de 1979 et 1983, auxquelles se sont ajoutées d'autres mesures de promotion des exportations et de contraction de la demande interne, ont contribué à l'augmentation des exportations. En même temps, il a fallu mettre en place une politique de substitution à l'importation de certains produits alimentaires tels que le blé qui représentait plus de 90 % des importations agro-alimentaires. L'intervention de l'Etat était nécessaire pour la régulation des prix à la consommation et à la production, ce qui a entraîné une nouvelle augmentation des dépenses publiques.

**Tableau 2. Balance commerciale agricole et service de la dette extérieure de 1976 à 1985 (en millions US\$, en dollar courant)**

	1977-79	1980-82	1983-85
<b>Exportations (en millions US\$ FOB)</b>			
a. Total	13 341,2	21 200,2	24 847,9 (1)
b. Agriculture	7 826,6	10 021,0	10 749,2 (2)
c. Agriculture/Total (en %)	52,7	47,3	43,3
<b>Importations (en millions US\$ CIF)</b>			
a. Total	16 029,2	23 369,6	15 447,4 (3)
b. Agriculture	2 987,2	3 977,9	2 545,2 (4)
c. Agriculture/Total (en %)	18,6	17,0	16,5
<b>Balance commerciale (en millions US\$)</b>			
a. Total	-2 688,0	-2 169,4	9 400,5 (5)
b. Agriculture	4 839,4	6 043,1	8 204,0 (5)
c. Agriculture/Total (en %)			87,3
d. Importat <sup>o</sup> /Exportat <sup>o</sup> (en %)	38,2	39,7	23,7
<b>Service de la dette (en millions US\$)</b>			
a. Total	9 077,0	17 571,0	14 453,0
b. Paiement des intérêts bruts	3 718,0	10 104,0	10 935,0
c. Surplus Agricole/Total Dette (en %)	53,3	34,4	56,8
d. Surp. Agric./Paiem. intér. bruts (en %)	130,2	59,8	75,0

Source : Guimaraes, 1987 - Comercio Agrícola, Saldo Comercial e Divida Agrícola. Dados Conjunturais da Agropecuria, 142, Brasília, IPEA/IPLAN.

1 : Valeur FOB basée sur la "Nomenclatura Brasileira de Mercadorias" (NBM), période de janvier à octobre.

2 : Valeur estimée FOB basée sur la NBM : elle se réfère à la valeur accumulée entre janvier et octobre 1986 qui a varié de 11,6 % pour la même période en 1985.

3 : Valeur estimée de janvier à octobre 1986, CIF.

4 : Valeur estimée de janvier à octobre 1986 : elle exclut quelques matériels techniques et intrants tels que des engrais, insecticides et autres.

5 : De janvier à octobre 1986.

### III – La politique des prix et l'agriculture familiale

Dans son ensemble, l'accès des petits exploitants familiaux au Programme des prix garantis était faible. En effet, le programme présupposait certaines conditions de fonctionnement des exploitations agricoles qui ne pouvaient se rencontrer dans les petites exploitations agricoles familiales. Une étude menée par la Compagnie de Financement de la Production (CFP), en 1986, a souligné les principaux aspects du processus d'intégration dans le marché des produits agricoles. Pour les paysans, les problèmes commencent avec les étalons ou les normes de qualité exigées par le marché tels que le taux d'humidité et la pureté. En effet, pour les stockages à long terme des produits dans les entrepôts, un pourcentage d'humidité adéquat leur permet de résister aux maladies et aux insectes. Ces normes sont en général décidées par le gouvernement qui établit ensuite les prix conformément à ces dernières.

Par ailleurs, il faut qu'il y ait une certaine homogénéité dans les variétés cultivées pour que le produit commercialisé puisse être reconnu en tant que tel et ainsi générer un prix en rapport avec sa qualité. Il faut donc un agent commercial ou une coopérative de producteurs pour s'occuper de l'écoulement de la production. Quant aux producteurs, ils ne peuvent plus produire la variété qui leur plaît mais celle

demandée par le marché qui impose donc ses propres règles. Pour ceux qui ne suivent pas les normes dictées par le marché, la pénalisation va d'un prix d'achat très faible au simple refus d'achat du produit par l'agent commercial. C'est à ce stade du passage d'un produit agricole quelconque à l'état de marchandise que se situe le cœur des querelles entre les paysans et les opérateurs commerciaux. Et c'est là aussi que se trouve l'espace de la concurrence.

Un autre problème se pose aussi au niveau du transport des produits agricoles à cause de la médiocrité de l'infrastructure routière et de la distance entre les exploitations agricoles et les centres urbains où se trouvent les dépôts des marchandises.

Quant aux coopératives, elles ont un double rôle à jouer : entreprises capitalistes qui doivent s'inscrire dans un marché concurrentiel, elles doivent aussi fournir des services aux exploitants. En tant que structures de commercialisation, les coopératives sont obligées d'installer de grandes unités de transformation leur procurant des économies d'échelle plutôt que de petites unités plus adaptées aux apports des produits agricoles des petits producteurs. Cela gêne ces derniers qui doivent s'associer à d'autres pour compléter leur lot et former ainsi un apport de volume suffisant pour que l'opération de nettoyage, de séchage ou autre, puisse être réalisée par la coopérative. Cela génère parfois de sérieux conflits.

Le système bancaire est un autre facteur qui joue en défaveur des petits exploitants agricoles. Les prêts de faible montant sont très coûteux et les démarches bureaucratiques très compliquées pour des gens parfois illettrés et peu habitués aux fonctionnements bancaires. En effet, les banquiers pratiquent des taux d'intérêt très lourds pour les prêts de faible importance en appliquant une garantie additionnelle pour couvrir des risques éventuels. Les paysans sans terres (fermiers, métayers) ne peuvent offrir aucune garantie ni hypothéquer leurs biens. Si, de plus, on tient compte de leur éloignement par rapport aux centres urbains, le voyage représente déjà une grosse dépense. Toutes ces difficultés réduisent les possibilités d'avoir un crédit à taux bonifié qui pourrait empêcher les petits exploitants de vendre leurs produits à un prix dérisoire.

Les petits exploitants, professionnellement inorganisés, dispersés dans les campagnes, loin des services publics, sont donc largement désavantagés par rapport aux gros exploitants. En terme régional, le programme des prix garantis était basé sur les coopératives des producteurs dont la plupart d'entre elles se trouvent dans le sud modernisé ; il a été réalisé au détriment des nombreux paysans paupérisés du nord-est.

## IV – Le marché du haricot au Brésil

Au Parana, un des états du sud du Brésil, une remarquable transformation de l'agriculture a eu lieu dans les années 70 avec l'expansion de la culture de soja. La politique de modernisation s'appuyait sur une vigoureuse industrie mécanique et chimique accompagnant la politique de substitution à l'importation. La structuration de l'industrie d'amont a rendu possible un développement rapide des cultures les plus adaptées aux technologies nouvelles et fortement supportées par une politique de subvention et de crédit rural (Shiki, 1983).

Au niveau mondial, la demande croissante des protéagineux a stimulé le développement des productions de rente au détriment des cultures vivrières traditionnelles telles que le haricot et le manioc qui constituent encore la base alimentaire brésilienne. L'émergence de la culture de soja a marginalisé celle du haricot, que ce soit au niveau de son espace de production en s'implantant sur les meilleures terres, mécanisables de surcroît, ou au niveau de la consommation. La production a stagné et même diminué au niveau national et la consommation a baissé de 13,6 kg/habitant, en 1973-75, à 11,6 kg/habitant, en 1984-86 (FGV/IBRE, 1988 : 11). Malgré cette marginalisation spatiale et sociale provoquée par la politique de modernisation conservatrice des années 70, la production du haricot a connu, par la suite, des changements considérables au niveau de la commercialisation et de la consommation :

- la spécialisation des zones productrices ;
- l'unification du marché au niveau national ;
- la prépondérance des supermarchés dans la distribution des aliments de base.

Par ailleurs, les coopératives sont devenues un facteur important dans le schéma d'intervention étatique pour la régulation du marché du haricot. Il faut souligner que les coopératives, concentrées dans le sud, étaient réticentes vis-à-vis des cultures vivrières, préférant opérer avec des produits d'exportation et de haut niveau d'intégration amont-aval.

## V – La structure du marché du haricot

La production de haricot a stagné autour de 2,2 millions de tonnes par an de 1973 à 1987. Cette situation s'observait autant au niveau national que régional, excepté pour la région nord où se trouve maintenant la frontière de l'expansion agricole du Brésil. Cette frontière agricole est un espace d'occupation récente créé à partir du défrichement des forêts afin de produire des aliments de base (haricot, maïs, riz). C'est ainsi que les frontières agricoles sont devenues les zones les plus importantes pour l'approvisionnement en haricot des centres urbains et industriels en plein processus de développement durant la période de l'après-guerre (Foweraker, 1981).

### 1. Emergence des zones de productions spécialisées

L'intégration croissante de la production de haricot dans le marché a provoqué une spécialisation des zones qui sont alors devenues des centres de convergence pour la production et la distribution qui servent de références pour le prix de la location de la terre ainsi que les prix et la qualité des produits. Ces éléments sont pris en compte au moment de la décision d'achat par les grossistes. Par exemple, la région d'Irecê (Etat de Bahia) est devenue une de ces zones spécialisées qui approvisionne non seulement les centres urbains du nord-est mais aussi les Etats du sud-est (Wilkinson, 1986). Par ailleurs, dans l'Etat de Sao Paulo, la zone d'Itararé qui n'est pas adaptée à une mécanisation intensive s'est spécialisée dans la production du haricot (Graziano da Silva et alii, 1982). Il en est de même pour l'Etat du Parana, plusieurs zones se sont spécialisées dans la production du haricot, parmi lesquelles Irati, que nous analyserons en détail, ci-après. Dans toutes ces régions, se distinguant des zones productrices traditionnelles, une nouvelle catégorie de producteurs familiaux capitalistes est apparue.

### 2. Unification du marché et concentration du capital commercial

Le processus d'intégration de la production de haricot dans le marché a été fortement influencé par les interventions de l'Etat : la construction des routes, l'implantation de magasins céréaliers, l'installation d'agences bancaires, la mise en place des services de vulgarisation ainsi que des mesures d'aides financières à la production et à la commercialisation (crédit rural à taux bonifiés, programme de prix garantis). Il a été accompagné de la modernisation du système de commercialisation, encouragé par la législation gouvernementale du marché et la concentration de la vente aux mains de quelques grandes chaînes de distribution.

Les grossistes sont devenus des «conditionneurs» avec des marques identifiables qui impliquent une certaine homogénéité dans la qualité de la marchandise. Ces marques sont alors soumises à l'appréciation du public consommateur. C'est pourquoi, les zones productrices ont subi le contrecoup de ces pratiques de marketing. Mais, pour les commerçants, cela signifie une garantie de vente.

L'amélioration des moyens de transport et de communication ont facilité la circulation des produits, fonction des différentes saisons de récolte, des productions parfois échouées dans une région, ... Tous ces éléments participent à la détermination des prix régionaux.

En fait, les centres de consommation et de distribution de Sao Paulo et de Rio de Janeiro traitent environ 60 % du marché du haricot produit au Parana (Tableau 3). Cette unification du marché est un facteur de stabilisation des prix qui est un des objectifs de la politique économique. La distribution du stock du mois d'août à novembre, donc hors saison pour toutes les régions du Brésil, est une des conséquences de cette unification du marché : il n'y a pas de rupture au niveau de l'approvisionnement. A partir du mois de décembre, la récolte provenant du Parana et de Sao Paulo normalise le marché en terme d'approvisionnement. La culture du haricot est considérée comme une des plus risquées du point de vue de la sensibilité aux aléas climatiques et biologiques (attaque des insectes et maladies). La résistance

des paysans à la modernisation est certainement due à ces risques qui sont minimisés dans les systèmes d'association maïs/haricot. Les contraintes technologiques sont encore énormes pour le haricot et l'empêchent de se placer en position favorable sur le marché des produits modernisés. Dans les indemnisations payées par l'Etat, au titre des pertes de production dues aux aléas climatiques et technologiques, le haricot arrive en troisième position après le blé et le riz non-irrigué.

**Tableau 3. Parana : Destination des haricots noir et «Rajado», par Etat, de 1983 à 1985**

Etats de la Fédération	Haricot Noir		Haricot «Rajado»	
	Tonnes	(%)	Tonnes	(%)
Acre	6,9	0,0	93,8	0,2
Alagoas	284,9	0,4	497,5	0,9
Amapa			5,0	0,0
Amazonas	135,6	0,1	206,7	0,4
Bahia	393,4	0,4	2 738,1	5,2
Ceara	54,2	0,1	528,1	1,0
Distrito Federal	770,4	0,8	1 241,5	2,4
Espirito Santo	2 664,6	2,8	63,0	0,1
Goiás	1 693,9	1,8	1 280,5	2,4
Maranhao	76,4	0,1	33,1	0,1
Mato Grosso	158,1	0,2	1 680,4	3,2
Mato Grosso Sul	631,3	0,7	1 497,1	2,8
Minas Gerais	5 094,4	5,4	5 469,1	10,4
Para	203,3	0,2	369,9	0,7
Parai ba	790,7	0,8	424,8	0,8
Pernambuco	2 629,3	2,8	3 705,1	7,0
Piauí	12,4	0,0	66,2	0,1
Rio de Janeiro	57 905,2	60,8	268,2	0,5
Rio Grande Norte	2 280,7	2,4	1 266,9	2,4
Rio Grande Sul	4 448,9	4,7	62,1	0,1
Rondonia	97,2	0,1	578,2	1,1
Roraima			23,8	0,0
Santa Catarina	3 191,6	3,4	225,2	0,4
Sao Paulo	11 445,8	12,0	29 778,7	56,5
Sergipe	76,5	0,1	607,6	1,2
Fernando Noronha			6,4	0,0
Autres	459,0	0,5		
<b>Total</b>	<b>95 164,7</b>	<b>100,0</b>	<b>52 667,1</b>	<b>100,0</b>

Source : CLASPAR/IPARDES, 1990.

## VI – Organisation du marché au Parana

La commercialisation du haricot au Parana est organisée en deux filières :

- la première est pratiquée par le secteur privé (Schéma I). Les grossistes achètent directement le haricot dans les exploitations agricoles familiales ou à d'autres intermédiaires (petits commerçants, transporteurs dits "camionneurs"), conditionnent la production en petits paquets d'un ou deux kilos qu'ils envoient aux centres de consommation et de distribution ;
- la deuxième (Schéma II) est organisée par le secteur d'Etat par le biais d'opérations d'achat, Achats du Gouvernement Fédéral (AGF) ou des programmes de financement à la commercialisation, Prêts du Gouvernement Fédéral (EGF et Pré-EGF), en s'adressant directement aux coopératives de producteurs. Ce circuit de commercialisation est supposé garantir les prix minima établis au moment du semis au travers du Pré-EGF, une sorte de paiement avant la récolte qui est censé réduire les transactions d'achat de la récolte à des prix trop bas. C'est le risque principal que peuvent courir les plus pauvres des producteurs qui n'ont pas la possibilité d'attendre longtemps une transaction plus favo-

nable. Cette production est alors stockée dans les magasins disponibles, étatiques et privés, et ensuite revendue hors saison lors de ventes aux enchères. De cette façon, le stock rentre dans le circuit de distribution durant la période de non production. Certaines années, le haricot du stock gouvernemental est vendue directement aux supermarchés à un prix fixe, en accord avec la politique de contrôle de l'inflation.

En dehors de ces deux circuits, la commercialisation du haricot est marginale. Les transactions commerciales avec les «camionneurs», les grossistes et les petits commerçants locaux, ont été réduites par la spécialisation de la production bien que, dans certaines zones lointaines, le marché local puisse encore revêtir une importance majeure. Cependant, l'intégration dans le marché du haricot a cassé les liens traditionnels de dépendance des paysans vis-à-vis des commerçants locaux pour l'approvisionnement en produits alimentaires et la vente de la production.

## 1. Les effets du schéma II sur la stabilisation des prix

Le schéma II a donc pour objectif d'éviter que le prix au producteur soit inférieur au prix garanti, c'est-à-dire que le prix de vente à la production couvre les coûts de production et assure un revenu agricole fixé par l'Etat. Une forte chute des prix peut arriver dans les années de forte production. En 1985 par exemple, l'Etat a dû acheter 200 000 tonnes sur les 450 000 tonnes produites dans l'Etat du Parana.

Pour un petit exploitant familial, le circuit de commercialisation du Schéma II est compliqué et long, donc décourageant. Quelle que soit la quantité à vendre, le processus de vente demande environ dix jours. Le producteur commence par livrer la production à une coopérative ou à un commerçant agréé par l'Etat. Une fois nettoyé, séché et pilé, un échantillon est prélevé pour l'analyse de qualité. Le lot accepté, le producteur reçoit un justificatif avec lequel il va à la banque pour être payé au prix garanti.

Si l'exploitant ne veut pas vendre sa récolte au prix donné, deux possibilités se présentent à lui. Premièrement, il maintient l'option vente pour une transaction future et, ceci, pour une durée maximum de quatre mois. Dans ce cas, il paie l'intérêt de l'argent prêté et le coût de stockage. Deuxième possibilité, tout en restant dans le Schéma II, le producteur passe du Pré-EGF à l'AGF, sans coût supplémentaire. Ce coût non payé est une sorte de subvention cachée qui tend à bénéficier à ceux qui ont accès au crédit de commercialisation dans le Schéma II. Mais pour ceux qui produisent seulement de petites quantités de haricot, il n'est pas possible d'attendre si longtemps. Ils ont généralement besoin d'argent pour payer les dettes les plus urgentes.

La Coopérative Agricole Mixte d'Irati, la CAIL, a bénéficié du Schéma II. En 1985, elle a acheté environ 35 % de la production zonale. Elle fournissait la Coopérative Centrale COCAP, une concurrente sérieuse du secteur privé de distribution sur le marché de Rio de Janeiro. La COCAP, le plus grand fournisseur de haricot noir du marché de Rio, approvisionnait toutes les grandes chaînes de distribution : les supermarchés couvraient alors de 70 à 90 % du total du marché. «A Curitiba, les supermarchés étaient fréquentés par 64 % des habitants des bidonvilles (...) et par 85 % de la population des classes moyennes» (IPARDES, 1990). On voit bien que la pénétration des supermarchés dans la distribution alimentaire s'est généralisée et, ceci, jusque dans les couches les plus pauvres de la population.

## 2. Le nouveau système de distribution

Avec la prédominance des supermarchés, le système de commercialisation du haricot a changé de façon à s'adapter à la taille et au fonctionnement des supermarchés. C'est ainsi que la vente du haricot au poids a laissé la place à la vente du haricot en paquets standardisés de 1 ou 2 kg, conditionnés dans des usines appartenant à des grossistes installés dans les zones spécialisées.

Afin de satisfaire les contraintes du marché, les producteurs ont été amenés à moderniser leur système de production : utilisation de semences améliorées et donc monétarisation des moyens de production, intégration et respect des normes du marché. A titre d'exemple, un grain trop humide est plus sensible aux maladies et aux insectes durant le temps de stockage. Les grains endommagés par la pluie pendant la récolte seront refusés ou vendus à très bas prix ; les conditionneurs sont obligés de contrôler la qualité de la récolte.



Le Schéma I est plus souple en ce qui concerne le taux d'humidité requis : il peut dépasser 15 % qui est le taux maximum autorisé dans le Schéma II. Ceci est un atout pour les opérateurs du Schéma I car le taux d'humidité devient un puissant instrument de négociation entre grossistes et producteurs.

## VII – La zone d'Irati : l'émergence de producteurs familiaux capitalistes et les effets techno-écologiques

Irati est une zone située au centre-sud du Parana où dominaient l'élevage extensif et l'exploitation du bois de pin et d'*erva-mate*, essentiellement développés par quelques latifundistes, héritiers du système colonial *sesmarias*. Les paysans travaillant sur les terres communales dans le cadre d'un système collectif d'utilisation des pâturages, le *faxinal* (Chang, 1988), fournissaient la force de travail pour l'exploitation du bois. Par ailleurs, une agriculture de subsistance tournée vers les cultures vivrières (Munguia, 1988) était largement pratiquée sur des jachères de 7 à 8 ans par les communautés d'immigrants européens (surtout polonais et ukrainiens) éparpillées dans toute la zone d'Irati.

Dans la majeure partie de la zone, les conditions naturelles ont découragé la mécanisation intensive et la conversion du système de culture traditionnel vers celui, plus moderne, de l'association soja-blé. En fait, basé sur la jachère et pratiqué sur les pentes et les terrains accidentés, ce système cultural développait les cultures de haricot et de maïs (Tableau 4). Dans les terrains marécageux ou dans les plaines plus humides, le riz et quelques variétés de légumes sont aussi cultivés bien qu'ils ne soient pas prédominants.

Tableau 4. Principales caractéristiques écologiques de la zone d'Irati

	Sous-zone A	Sous-zone B	Sous-zone C	Sous-zone D
<b>Caractéristiques</b>	Irati, Mallet, Reboças, Rio Azul, Imbituva, Sud Prudentópolis, Teixeira Soares.	Nord Imbituva Nord Teixeira Soares	Nord Prudentópolis	Inacio Martins
<b>Localisation</b>	Deuxième plateau	Deuxième plateau (Campos P. Grossa)	Transition entre le 2° et le 3° plateau (Serra da Esperança)	Troisième plateau
<b>Couvert naturel</b>	Forêt de <i>Araucaria</i> éparse	Savane naturelle	Forêt tropicale	Forêt <i>Araucaria</i>
<b>Types de sol</b>	Podzol roux-jaune Cambisol Terre brune	Cambisol Litosol roux	Litosol	Cambisol Terre brune Litosol
<b>Climat (Köppen)</b>	Cfb	Cfb	Transition Cfa/Cfb	Cfb
<b>Topographie</b>	Légèrement vallonnée à collinaire	Plane à légèrement vallonnée	Collinaire à montagneuse	Vallonnée à collinaire
<b>Jachère</b>	Présente	Absente	Présente	Présente
<b>Système du <i>Faxinal</i></b>	Présent mais en désagrégation	Présent mais en désagrégation	Absent	Présent mais en désagrégation
<b>Force de traction prédominante</b>	Animale	Mécanique	Humaine	Humaine et animale
<b>Activités agricoles prédominantes</b>	Haricot, Maïs, Cochon, Tabac	Soja, Elevage bovin, Maïs	Maïs, Haricot et Cochon	Bois et Tabac

Source : Fuentès et al. (non daté), IAPAR/EMATER-PR

### 1. Les changements technologiques

L'un des effets de la politique de modernisation conservatrice qui a eu lieu au Parana, surtout dans les années 1970, a été l'exode des paysans dépossédés et expulsés des zones de production modernisées

du nord et du sud-ouest de l'Etat du Parana. Une partie de ces migrants s'est installée dans la zone d'Irati où ils ont trouvé un espace de survie. L'accroissement de la densité de la population dans cette zone et l'intégration de plus en plus forte de la production agricole familiale dans le marché ont entraîné une réduction du temps de jachère à trois ans. En conséquence, la dégradation des sols s'est intensifiée et cela a mis en faillite le système cultural en place, incapable de récupérer la fertilité du sol et d'éliminer les mauvaises herbes

Modifier le système de culture traditionnel est devenu la seule solution, même si cela n'était possible qu'aux propriétaires de terres en faible pente pouvant être labourées avec une charrue (traction animale mais de plus en plus mécanique). Dans ce relief accidenté, le labour intensif des petites parcelles favorisait l'érosion du sol dont les conséquences ont été encore plus sévères que celles de la réduction du temps de jachère. Les sols plutôt acides et pauvres ont nécessité une fertilisation chimique lourde, ce qui a entraîné l'achat d'engrais et, par conséquent, l'obligation pour les producteurs de contracter des crédits.

En terme de matériel génétique, de nouvelles variétés de haricot noir ont été introduites, le Rio Iguazu et le Rio Tibagi qui ont remplacé les germoplasmes locaux. Néanmoins, ces nouvelles variétés ne sont pas totalement adaptées à la zone. Elles demandent des terres fertiles et des traitements phytosanitaires qui présupposent des connaissances de base pour leur application. Les risques climatiques et agro-techniques ont augmenté au lieu de diminuer et la recherche agronomique n'a pas été capable jusqu'alors de rendre la culture moins fragile. Les maladies bactériennes, fongiques et virales représentent un défi supplémentaire pour les chercheurs et les producteurs de haricot. Les techniques disponibles pour un bon rendement sont coûteuses et, dans la plupart des cas, les petits exploitants n'ont pas les moyens de les payer. C'est là où le crédit joue un rôle décisif car ceux qui y ont accès peuvent se procurer les intrants nécessaires. En somme, tous ces problèmes techniques ont empêché le haricot de devenir une production à forte valeur ajoutée et d'entrer en compétition avec le soja. Le rendement du haricot a même baissé dans presque toutes les zones spécialisées dans cette culture.

## 2. L'émergence de producteurs familiaux capitalistes de haricot à Irati

Une enquête conduite par l'IAPAR et l'EMATER-PR, en 1987, dans la zone d'Irati (Tableau 4), nous donne une bonne illustration de l'impact des conditions naturelles sur les choix technologiques ainsi que sur la constitution de nouvelles catégories d'exploitants, les producteurs familiaux capitalistes. La zone d'Irati couvre une superficie de 8 300 km<sup>2</sup> et quatre sous-zones, écologiquement homogènes, dont les caractéristiques sont décrites dans le tableau 4. L'homogénéité a été déterminée en fonction des types de sols, du climat, de la topographie et des systèmes de culture (Fuentes et al., non daté).

L'enquête, réalisée à partir d'un échantillon de 569 exploitations pour une population agricole de 17 500 habitants, a relevé deux sous-zones A et C spécialisées dans la production de haricot noir, généralement cultivé en association avec le maïs (Munguia, 1988). En effet, 51 % de la valeur brute de la production agricole venait du haricot et du maïs dans la sous-zone A et 61 % pour la sous-zone C (Tableau 5). Les autres deux sous-zones B et D ont des caractéristiques très diverses en terme de système de production dominant. La sous-zone B est spécialisée dans la production de soja à grande échelle et la sous-zone D dans l'exploitation du bois et de l'*erva-mate*. Le soja représentait plus de 2/3 de la valeur brute de la production agricole, dans la sous-zone B, alors que, dans la sous-zone D, 46 % du revenu brut agricole venait de l'exploitation du bois.

**Tableau 5. Zone d'Irati : spécialisation des cultures dans les différentes sous-zones écologiquement homogènes (en pourcentage de la valeur de la production agricole totale)**

Productions	Sous-zones			
	A	B	C	D
Haricot	26	1	16	7
Maïs	25	9	45	14
Soja	2	69	...	...
Bois	...	...	...	46
Cochon	9	1	13	4
Volaille	7	...	4	...
Tabac	7	1	...	...
«Erva mate»	5	1	...	16
Elevage	3	12 (Viande)	2 (Lait)	8
Blé	1	3	...	...
Riz	3	1	5	...
Pomme de terre	4	...	2	...
Oignon	3	...	...	...
Miel	...	...	6	...
Autres	...	...	...	...
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Source : IAPAR/EMATER-PR (Munguia 1988 : 32, 52, 70 et 90)

### 3. Typologie des exploitations

D'après Wilkinson (1986) qui a analysé le cas des producteurs de haricot au nord-est (Irece-Bahia), le facteur déterminant, dans le processus d'intégration de l'exploitation dans le marché, était le travail salarié. Prenant ce même critère pour Irati, on a établi une typologie des exploitations comprenant quatre catégories dont trois d'entre elles avec des actifs agricoles familiaux :

- catégorie 1 : les exploitations pluriactives avec des revenus extérieurs ;
- catégorie 2 : les exploitations familiales sans actif agricole salarié ;
- catégorie 3 : les exploitations familiales capitalistes avec des salariés ;
- catégorie 4 : les exploitations «capitalistes» sans actif agricole familial.

L'importance économique de chaque catégorie d'exploitations est mesurée par rapport à la part de sa production marchande dans la production marchande totale de la sous-zone d'origine (Tableau 6).

**Tableau 6. Production marchande/Production marchande totale des exploitations de chaque sous-zone de la région d'Irati (en %)**

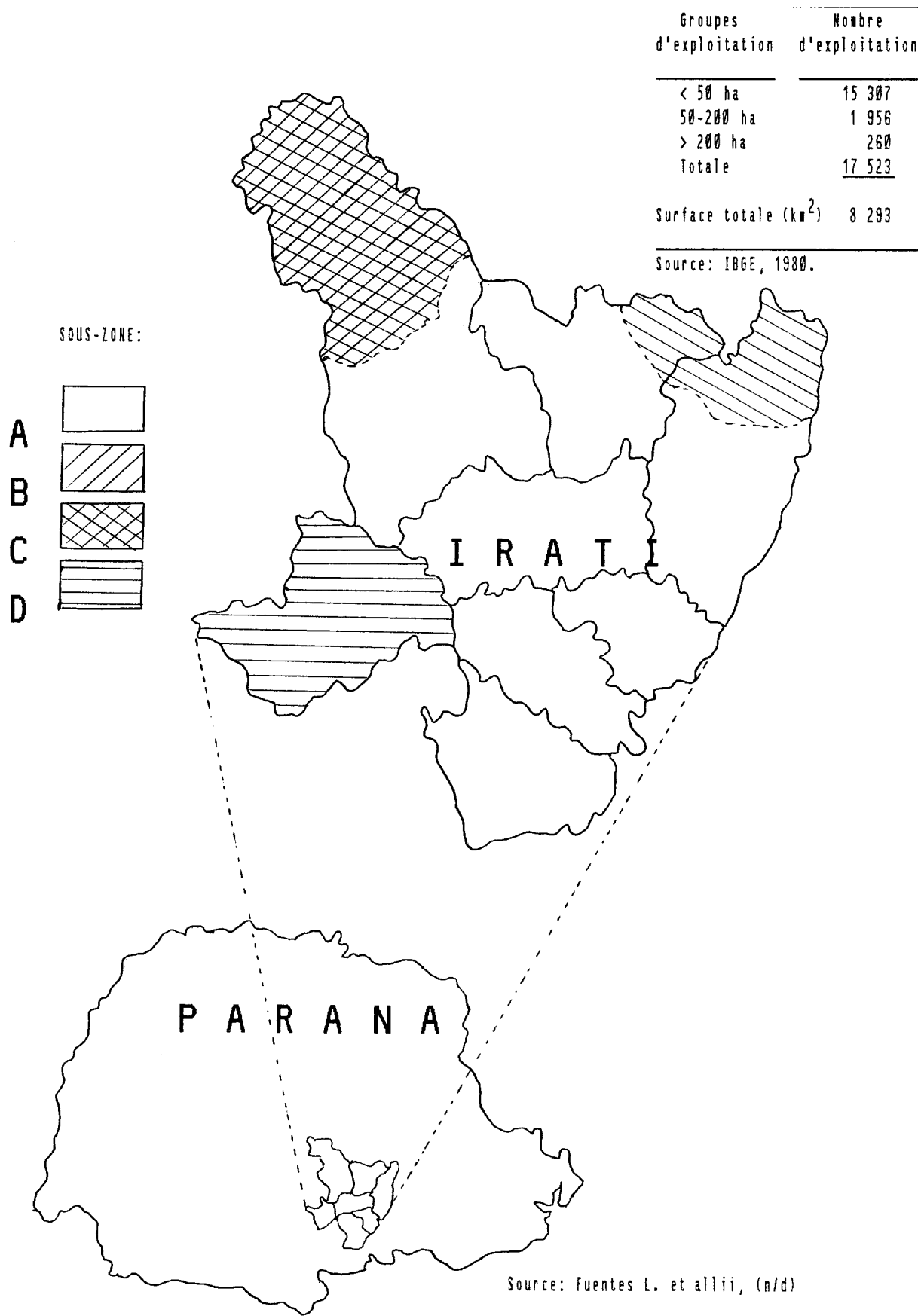
Catégories d'exploitations	Sous-zones			
	A	B	C	D
1. Exploitations pluriactives (1)	2	0	7	1
2. Exploitations familiales sans travailleurs salariés	30	2	63	10
3. Exploitations familiales avec travailleurs salariés	66	0	30	11
4. Exploitations «capitalistes» sans travailleurs familiaux	2	98	0	78
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Source : Résultats de l'enquête IAPAR/EMATER-PR (Munguia, 1988 : 34, 53, 72, 91)

(1) Inclut l'exploitation qui vend une partie de la force de travail familiale et qui possède des revenus extérieurs (hormis les intérêts de capital).

La sous-zone A comprend la ville d'Irati où sont installés les grossistes, la Coopérative Régionale (CAIL) et les plus importants services publics. Elle est relativement bien dotée d'infrastructures de communication (téléphone, routes) et, vers cette ville, convergent la production zonale de haricot ainsi que celle des autres

Carte 1. Zone de Irati. Surface écologiquement homogène



produits agricoles. Etant donné l'ensemble de ces facteurs qui favorisent l'intégration des exploitations dans le marché, ce sont les exploitations familiales capitalistes (avec des actifs agricoles salariés) qui prédominent et qui fournissent 66 % de la production marchande. Les 33 % restants se répartissent entre les exploitations familiales non-capitalistes (les exploitations familiales sans salariés avec 30 % et les exploitations pluriactives avec 2 %) et les exploitations capitalistes sans actifs agricoles familiaux (2 %).

Dans la sous-zone B, ce sont les producteurs de soja qui prédominent ; ils produisent la presque totalité de la production marchande. Cette sous-zone est plus favorable à la mécanisation lourde qui est le facteur clé de l'adoption des systèmes de production employant des technologies nouvelles. Les gros exploitants (exploitations capitalistes sans actifs agricoles familiaux) combinent la production mécanisée de soja et de blé avec l'élevage extensif sur les parcelles non mécanisables.

La sous-zone C est la moins favorable à la production agro-alimentaire. Ceci est dû à son enclavement (manque d'infrastructures, de services) et aux terrains difficiles à forte inclinaison. Ces conditions naturelles et économiques expliquent la prédominance du système de culture à jachère et l'importance de la catégorie des exploitations familiales non capitalistes (les exploitations familiales sans salariés agricoles qui fournissent 63 % de la production marchande de la sous-zone).

Finalement, dans la sous-zone D, ce sont les deux filières du bois et de *l'erva-mate* qui prédominent et qui sont développées par les exploitations capitalistes sans actifs agricoles familiaux. La culture de haricot n'est pas très répandue et reste circonscrite aux enclaves communautaires des petites exploitations familiales.

En conclusion, on peut dire que les conditions naturelles dans lesquelles les activités agricoles sont pratiquées affectent directement la capacité d'intégrer la production agricole dans le marché. Les contraintes naturelles d'un espace donné empêchant l'utilisation de nouvelles technologies, y compris la mécanisation (Goodman et al., 1987), font que cet espace ne peut permettre que la reproduction des petites exploitations agricoles familiales.

#### 4. Les systèmes de production du haricot

La production de haricot est entièrement le fait de trois types d'exploitations familiales :

- l'exploitation familiale capitaliste (exploitation familiale avec salariés), prédominante dans la sous-zone A, et principal fournisseur de haricot pour la zone d'Itari : Type I ;
- l'exploitation familiale non capitaliste (exploitation familiale sans salariés), largement représentée dans la sous-zone C : Type II ;
- l'exploitation familiale avec des revenus extérieurs (exploitation pluriactive) : Type III.

Les résultats de l'analyse de ces types d'exploitations sont indiqués dans le tableau 7. Trois groupes d'indicateurs ont été étudiés :

- ceux concernant la taille de l'exploitation ;
- ceux relatifs au processus de production ;
- ceux en rapport avec l'efficacité économique.

**Tableau 7. Zone d'Irati : Caractéristiques des systèmes de production du haricot (Indicateurs sélectionnés)**

Indicateurs	Exploitations familiales avec travail salarié	Exploitations familiales sans travail salarié	Exploitations familiales pluriactives	Exploitations capitalistes de soja
	(Type I)	(Type II)	(Type III)	
01. Superficie moyenne des exploitations (en ha)	74,9	59,7	26,3	1 040,2
02. Exploitants avec des terres louées (en %)	28	-	57	31
03. Surface cultivée (temporaire) (en ha)	31	9,1	5,8	167,7
04. Surface cultivée / actif agricole (en ha)	8,3	2,8	1,9	21,3
05. Actifs agricoles familiaux / total des actifs (en %)	89	98	99	19
06. Nombre moyen d'actifs agricoles familiaux	4,5	5,4	4,6	4,3
07. Exploit. ayant fait appel au crédit officiel (en %)	64	3	0	54
08. Capital Constant / Capital Variable (en sala. mini.) (1)	5,07	0,4	0,19	31,26
09. Mécanisation :				
9.1. Traction animale (%)	-	3	-	-
. + tract. loué (%)	14	9	-	15
. + tract. en propriété (%)	73	-	-	-
9.2. Tract. en propriété (%)	-	-	-	85
10. Exploitants qui achètent des intrants (en %)	100	47	21	100
11. Syst. de culture à jachère :				
. Nombre d'exploitants (%)	55	97	50	15
. Surface en jachère (%)	17,8	32,1	20,3	39,8
. Durée de la jachère (ans)	3,2	4,7	3,6	5,5
12. Valeur de la production brute par travailleur (en sala. mini.) (VBP/UTHE)	42,6	16,9	10,5	128,6
13. Valeur de la production brute par hectare (en salaire minimum)	6,9	9,8	8,4	17,4
14. Revenu mensuel disponible par travailleur (en salaire minimum)	2,37	0,63	0,57	8,37
15. Part du système dans la production marchande totale de la sous-zone (en %)	67	44	59	91
16. Principaux agents de commercialisation	Commerçants Coopératives «Camionneurs»	<i>Bodegueiro</i> (2)	Voisins Commerçants	Agro-industries Coopératives Commerçants

Source : IAPAR/EMATER-PR (Munguia, 1988 : 37, 56, 74, 94)

1 : Le "Capital constant" inclut seulement les intrants, les tracteurs et les animaux de traction ; le "Capital variable" inclut la valeur totale de la force de travail calculée à partir du nombre d'actifs affecté du montant du salaire minimum, qui était de Cz\$ 804,00 ou US\$ 13,84 dans la période enquêtée 1986-1987 (Munguia, 1988 : 21)

2 : Le *Bodegueiro* est un petit commerçant de la communauté rurale qui achète la production et fournit des produits vivriers aux petits exploitants ruraux.

## A. Le Type I

Ce système de production présente deux variantes, l'une mécanisée (utilisation de matériel à traction mécanique) et l'autre non mécanisée. Variant par les critères de la taille et de la mécanisation, ces deux sous-classes du Type I présentent néanmoins des résultats économiques semblables (Tableau 8). Cela est dû à l'inefficacité des intrants chimiques employés.

Les types II et III présentent aussi des valeurs semblables en ce qui concerne cet indicateur (Tableau 7, indicateur 13). La mécanisation du labour et l'utilisation d'intrants ne sont pas suffisants pour augmenter le rendement de la culture de haricot au-delà de celui obtenu dans le système de jachère (Type II). Chaque famille de cultivateurs (Type I) a 4,5 actifs agricoles (environ 90 % du total de la force de travail) et cultive en moyenne 8,3 hectares, soit presque trois fois plus que dans le Type II.

Pour le Type I, les investissements en capital ont atteint cinq fois la valeur de la force de travail grâce à l'accès au crédit subventionné (64 % des cas).

Hormis dans la sous-zone B, la traction animale est largement utilisée dans tous les systèmes. Plus de la moitié des producteurs (Type I) pratique la culture en jachère mais ce système est en voie d'abandon en raison de la dégradation provoquée par la réduction du temps de repos de la terre à 3 ans environ.

La meilleure productivité du travail (42,6 salaires minima par an) assure au système de type I (avec mécanisation) un revenu par actif agricole familial de 2,4 salaires minima par mois et par travailleur, résultat économique le plus élevé des trois types définis. Ces exploitants ont eu comme partenaires commerciaux privilégiés les coopératives et les grossistes, ce qui leur a permis d'accéder aux mesures mises en place par l'Etat.

**Tableau 8. Zone d'Irati : Comparaison des exploitations mécanisées et non-mécanisées dans le système de Type I (Indicateurs sélectionnés)**

Indicateurs	Exploitations familiales avec travail salarié (Type I)	
	Mécanisées (Sous-zone A)	Non-mécanisées (Sous-zone C)
01. Superficie moyenne des exploitations (en ha)	74,9	159,6
02. Exploitants avec des terres louées (en %)	28	-
03. Surface cultivée (temporaire) (en ha)	31	27,7
04. Surface cultivée par actif agricole (en ha)	8,3	6,0
05. Actifs agricoles familiaux/Total des actifs (en %)	89	75
06. Nombre moyen d'actifs agricoles familiaux	4,5	5,0
07. Expl. ayant fait appel au crédit officiel (en %)	64	10
08. Capital Constant / Capital Variable (en salaire minimum) (1)	5,07	1,11
09. Mécanisation :		
9.1. Traction animale (en %)	-	-
. + tracteur loué (en %)	14	-
. + tracteur en propriété (en %)	73	-
9.2. Tracteur en propriété (en %)	-	-
10. Exploitants qui achètent des intrants (en %)	100	80
11. Système de culture à jachère :		
. Nombre d'exploitants (en %)	55	100
. Surface en jachère (en ha)	17,8	105,6
. Durée de la jachère (en années)	3,2	4,7
12. Valeur de la production brute par travailleur (en salaire minimum) (VBP/UTHE)	42,6	36,0
13. Valeur de la production brute par hectare (en salaire minimum)	2,4	2,5
14. Part du système dans la production marchande totale de la sous-zone (en %)	67	61
15. Principaux agents de commercialisation	Commerçants, Coopératives et «Camionneurs»	Commerçants

Source : Résultats de l'enquête IAPAR/EMATER-PR (Munguia, 1988 : 37, 56, 74, 94)

1 : Le "Capital constant" inclut seulement les intrants, les tracteurs et les animaux de traction ; le "Capital variable" inclut la valeur totale de la force de travail calculée à partir du nombre d'actifs affecté du montant du salaire minimum qui était Cz\$ 804,00 ou US\$ 13,84 dans la période enquêtée 1986-1987 (Munguia, 1988 : 21)

## B. Le Type II

Ce système n'emploie pas de salariés et est basé sur la jachère. Extrêmement demandeur de travail, il constitue la seule pratique culturale viable dans les conditions très difficiles que présente la sous-zone C. La mécanisation, même celle à traction animale, est difficilement réalisable et peut être considérée comme négligeable dans ce système, d'où une très forte pénibilité du travail agricole. Ce dernier est réalisé manuellement. Il consiste au défrichage à la faucille ou à la hache et ensuite au brûlis. Le semis, les sarclages et la récolte se font aussi manuellement.

Dans le système de jachère, il n'y a pas de traitement phytosanitaire, ce qui réduit énormément les charges d'exploitation. Une culture en jachère de 32 ha en moyenne et sur une période de 4,7 ans permet la régénération de la fertilité du sol et la réduction des mauvaises herbes.

La productivité du travail est très basse : 2,8 hectares de surface cultivée par actif agricole contre 8 hectares dans le Type I. Le revenu agricole mensuel disponible représente 60 % du salaire minimum, ce qui donne une idée de la pauvreté de ces exploitants et de leur incapacité à investir. C'est pourquoi les exploitants font appel à l'aide de l'Etat ou d'un commerçant privé. Le crédit à taux bonifié n'est pas utilisé

pour l'achat des machines mais pour l'embauche de salariés lors de la récolte ou pour le déboisement. Ces salariés sont souvent des exploitants voisins pluriactifs.

La précarité des moyens de communication et, par conséquent, la faiblesse des relations commerciales rendent ce système plus autonome que les autres systèmes présents dans la zone. Les transactions marchandes sont faites par les petits commerçants locaux, les *bodegueros*, qui fonctionnent souvent comme intermédiaires entre les producteurs et les grossistes des centres de convergence. Ces commerçants locaux sont souvent les fournisseurs des producteurs et établissent un lien de dépendance très fort, presque personnel, menant assez souvent à l'endettement permanent de ces derniers.

### C. Le Type III

La contrainte majeure pour ce système est le manque de terres : seulement 5,8 ha de surface cultivée sur une surface totale moyenne de 26,3 ha. La limitation de terre réduit le temps de jachère mais la surface cultivée par actif agricole reste faible avec 1,9 ha/actif agricole. L'investissement en capital représente à peine 20 % de la valeur de la force de travail et le crédit officiel n'est pas à la portée des exploitants du système de Type III. Le raccourcissement de la période de jachère entraîne la dégradation des sols, ce qui fait, par contrecoup, augmenter le temps de travail et baisser la productivité. C'est pourquoi les actifs familiaux, dans ce système, préfèrent travailler hors exploitation. Souvent, ils sont employés par les exploitants plus riches du voisinage ou dans les villages.

Les exploitations familiales productrices de haricot ont été classées en trois types, selon leurs mode de fonctionnement. Mais cette distinction n'empêche pas qu'il y ait des rapports de coopération/exploitation entre eux, surtout entre le Type II et le Type III.

## VIII – Conclusion

La politique macro-économique des années 80 a mis l'accent sur la nécessité de créer des surplus commerciaux pour faire face à la crise économique. La politique agro-alimentaire de la modernisation conservatrice a été alors remplacée par une politique des prix. Les mesures prises ont surtout joué en faveur des productions commercialisables (réalisées dans des systèmes de production mécanisés), mais ont marginalisé certaines productions très peu intégrées dans le marché telles que celle du haricot.

La culture du haricot, essentiellement produite par les petits exploitants familiaux, a stagné dans les années 80 mais il y a eu des transformations considérables au niveau des structures de production et de celles du marché : la spécialisation des zones productrices, l'unification du marché national, jusqu'alors régionalisé et la prédominance des grandes chaînes de distribution dans le marché.

La concentration de capital a eu lieu dans le secteur commercial, à la fois chez les grossistes reconvertis dans le conditionnement du haricot mais aussi dans les grandes chaînes de distribution qui ont pris une large part du marché.

Au niveau des producteurs, le développement technologique a été défavorable aux petits exploitants de haricot qui ont été refoulés vers des zones marginales. La concurrence technologique a privilégié le système soja/blé au détriment d'autres systèmes culturels, tels que celui du haricot/maïs, traditionnellement pratiqué par les petits exploitants. Dans des zones aux contraintes naturelles très difficiles et très peu appropriées à la mécanisation, comme celle d'Irati, la technologie dominante ne peut s'adapter. Cela n'a pourtant pas empêché l'intégration de la production dans le marché, avec pour résultat la différenciation des exploitations agricoles familiales en trois types : le système capitaliste, le système non-capitaliste et le système pluriactif.

L'analyse du fonctionnement de ces systèmes permet de dire que le travail saisonnier a eu un rôle vital dans la reproduction des systèmes de production de la zone d'Irati et a constitué l'élément clé de la différenciation sociale. Reproduisant le modèle de la «révolution verte», les technologies nouvelles (matériel, engrais et produits de traitement, semences améliorées, ...) ne peuvent être appliquées que là où les terres sont mécanisables. Dans ce cas, la culture la plus appropriée n'est pas le haricot mais l'association de deux cultures, le soja et le blé. C'est évident pour la sous-zone B où prédomine le soja. Les



technologies nouvelles n'ont pas réussi à faire augmenter la surface cultivée et le rendement dans les zones aux conditions naturelles difficiles. Elles n'ont fait qu'aggraver le processus de dégradation du sol par l'érosion.

L'intervention de l'Etat s'est intensifiée dans les années de crise, les années 80, renforçant les coopératives en tant qu'agents privilégiés dans la structure du marché du haricot, sans pour autant être capable de réduire l'instabilité des prix au-delà du court terme. La production est restée stagnante, a parfois même régressé, mais s'est réorganisée dans les zones spécialisées. Par ailleurs, cette politique a entraîné la réduction du pouvoir d'achat de la population déjà pauvre et fortement consommatrice de haricot.

## Références

- **Brésil. CFP** (1986). *Avaliação da eficiencia da politica de garantia de preços mínimos para o pequeno produto rural : uma investigação em áreas selecionadas do Sul do Brasil*. CFP, Brasília (estudos especiais, vol. 20).
- —. **FGV/IBRE/CEA** (1980). *Balanço e disponibilidade interna de generos alimenticios de origem vegetal*. FGV, Rio de Janeiro, novembre.
- —. **IPARDES** (1990). *Comercializacao de alimentos no Parana*. IPARDES, Curitiba (Fundação Edison Vieira).
- **Chang, M.Y.** (1988). Sistema faxinal : uma forma de organização compoensa em desagregação no centro-sul do Parana. Institut Agronomique du Parana-IAPAR, Londrina (Boletim Tecnico, n° 22).
- **Foweraker, J.** (1981). *The struggle for land: A political economy of the pioneer frontier in Brazil from 1930 to the present day*. Cambridge University Press, Cambridge.
- **Fuentes, L.; Lara, J.L.N.; Eltz, F.L.F.; Bragagnolo, N.** (n.d.). Identificação de zonas edafoclimaticas e socioeconomicas homogêneas na regio de Irati-PR. Rapport de recherche non-publié, Institut Agronomique du Parana-IAPAR, Londrina.
- **Goodman, D.; Sorjib, B.; Wilkinson, J.** (1987). *From farming to biotechnology: A theory of agro-industrial development*. Basil Blackwell, Oxford.
- **Graziano Da Silva, J.** (coord.). (1982). *Diferenciacion campesina y cambio tecnologico : el caso de los productores de frijol en Sao Paulo*. DEPE/IFCH/UNICAMP et IICA/PROTAAL, Campinas (2 vol.)
- **Homem De Melo, F.** (1983). *O problema alimentar no Brasil : A importancia dos desequilibrios tecnologicos*. Paz e Terra, Rio de Janeiro.
- **Körner, P.; Maass, G.; Siebold, T.; Tetzlaff** (1987). *The IMF and the debt crisis: A guide to the third world's dilemma*. Zed Books, Londres.
- **Munguia P., M.** (1988). Sistemas produção predominantes na regio de Irati - Parana : um estudo de tipologia e diferenciação de produtores rurais. Rapport de recherche non-publié, IAPAR, Londrina.
- **Shiki, S.** (1983). *Le soja dans l'implantation du capitalisme dans une région du Brésil : le cas du Parana*. Thèse Master of Science, CIHEAM/Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier, Montpellier.
- **Shiki, S. et Del Grossi, M.E** (1989). Politique agro-alimentaire, pluriactivité et intensité de la production dans le bassin du haut et moyen Iguaçú. Atelier-séminaire International du RAFAC *Les Emplois en Dehors de l'Agriculture et l'Intensité de la Production Agricole*, Belgrade-Zemun, 24-29 Septembre 1989.
- **Wilkinson, J.** (1986). *O Estado, a agroindustria e a pequena produção*. HUCITEC/CEPA-BA, Sao Paulo et Salvador.

